SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 12 JUILLET 1877.

Rapport des Commissions des Finances et des Travaux Publics réunies sur le Projet de Loi qui autorise une dérogation temporaire et spéciale à l'article 24 de la loi sur la Comptabilité de l'Etat.

(Voir les Nos 187 et 209 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Duc d'URSEL, Président; le Comte DE MÉRODE WESTERLOO, le Baron OSY, TERCELIN, le Baron BETHUNE, le Baron VAN CALOEN, DE VADDER, le Vicomte DE NAMUR d'ELZÉE et COGELS-OSY, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Loi soumis à vos délibérations porte une dérogation à l'art. 24 de la loi sur la comptabilité de l'Etat, qui permet au Gouvernement de contracter des marchés pour la transformation ou la conversion des matériaux hors d'usage, à condition qu'ils restent affectés au service d'où ils proviennent.

Cependant, par suite de la crise industrielle, l'Administration des chemins de fer s'est trouvée dans l'impossibilité de traiter pour la cession des vieux fers à des prix acceptables; de plus, en les cédant ainsi, elle aurait causé un préjudice à une industrie déjà fortement éprouvée.

Dans ces circonstances le Département des Travaux publics, obligé d'acheter les matériaux nécessaires à l'entretien des voies ferrées, a cru, d'accord avec le Département des Finances, devoir recourir à un mode exceptionnel de paiement, en faisant avancer par le Trésor les sommes dues de ce chef, à titre d'avance à imputer sur le produit à réaliser des vieux fers.

La Cour des comptes, appréciant la situation exceptionnelle, a prêté son concours au Gouvernement, mais à condition que le découvert du Trésor serait régularisé par la Législature.

C'est là le but du Projet de Loi.

Vos Commissions réunies, estimant qu'en agissant comme il l'a fait, le Gouvernement a posé un acte de bonne administration, ont l'honneur de conclure, à l'unanimité des membres présents, à l'adoption du Projet de Loi.

Le Rapporteur,
J. COGELS-OSY.

Le Président,
Duc D'URSEL.